



**SYNDICATS DEPARTEMENTAUX CGT
DES SALAIRES DU SECTEUR
DES ACTIVITES POSTALES ET DE TELECOMMUNICATIONS
CHARENTE (16) - CHARENTE MARITIME (17)
DEUX SEVRES (79) - VIENNE (86)**

Union Régionale Poitou-Charentes CGT FAPT : 21 bis, rue Arsène Orillard - 86035 Poitiers Cedex
Tél./Fax : 05 45 52 90 37 - E-mail : urcgtptt86poitoucharentes@wanadoo.fr

Poitiers, 24 juin 2009

Au Bureau Fédéral de la CGT FAPT
Copie aux membres de la CE

Cher-e-s camarades,

Nos syndicats départementaux ont décidé de s'adresser au Bureau fédéral au vu de l'extrême gravité de la situation qui prévaut aujourd'hui à La Poste, et qui appelle selon nous une réponse nationale urgente de notre Fédération dans le cadre de l'unité d'action intersyndicale la plus large.

Le projet de loi de changement de statut de La Poste présenté par le Ministre chargé de l'Industrie, Luc Châtel, le 16 juin dernier, est bien évidemment au centre de toutes les discussions, mais pas dans n'importe quelles conditions : en effet la préoccupation première des collègues reste celle de leurs conditions de travail au quotidien...

Or celles-ci deviennent de plus en plus insupportables, à tel point que les actes de désespoir se multiplient : suicides comme à Tours Marceau la semaine passée, à Châtelleraut PDC et Rochefort CDIS il y a quelques mois, menaces et tentatives de suicide comme à Pierres CDIS ou à Villars Colmars ces derniers jours... Quelle est donc la réalité concrète sur le terrain ?

Au Courrier :

- dégradation brutale et accélérée des conditions de travail et de vie résultant de la mise en œuvre de réorganisations incessantes dans le cadre du Plan CQC, éminemment destructeur d'emplois, et du projet « *Facteurs d'Avenir* » qui instaure la variabilité de la charge de travail, l'auto-remplacement, le travail gratuit, tout en ouvrant la voie à la suppression des titulaires de tournée et des ventes de quartier...

- dégradation accrue résultant de la mise en œuvre des « *mesures d'économie* » (plan d'austérité) annoncées récemment par les Directions du Courrier au prétexte de la "crise", et qui se traduisent notamment par l'augmentation du nombre de semaines dites "faibles", la mise en place des « *lundis bleus* » travaillés à effectif réduit, la réduction des positions de travail au TG, le recours permanent aux tournées sécables pour pallier l'insuffisance des moyens de remplacement, les CA et RC imposés, remises en cause des accords et usages locaux, menaces de sanctions...

- perspective d'aggravation sans précédent liée à l'annonce de la version 2 du projet « *Facteurs d'Avenir* », laquelle devrait se traduire par la suppression des repos de cycle les jours dits "forts", l'instauration de la « *double sécabilité* », la création de "super-tournées" couvertes par seulement 2 facteurs sur 3 les jours dits "faibles", l'abandon de la distribution 6 jours sur 7 avec tous les samedis travaillés, l'abandon du J+1, etc., etc.

A L'Enseigne :

- suppression en cours de quelques 5000 bureaux de poste au profit d'agences postales communales ou de relais poste commerçants, autrement dit le démantèlement de fait du service public républicain et la suppression de milliers d'emplois, mise en place systématique d'organisations de travail hyper-flexibles impliquant pour les collègues une modulation permanente de leur temps de travail. Les collègues en surnombre se voyant imposer une mobilité lourde de conséquence en termes de conditions de travail et de vie...

Dans les services financiers, RH, techniques, etc. :

- restructurations permanentes qui voient un accroissement de la charge de travail pour tous les collègues, souvent à la suite de concentrations de services (CNMR dans les services financiers, fermetures de CIGAP...), sans parler de l'externalisation programmée de la DCELP, etc.

Nous nous trouvons de ce fait dans une situation véritablement explosive qui voit les collègues poussés à réagir au coup par coup, chacun leur tour, chacun dans leur coin, à l'exemple des facteurs de La Rochelle CDIS qui, ce 22 juin, ont littéralement explosé de colère, débrayant spontanément en découvrant que la direction leur avait supprimé en *catimini* tous leurs repos de cycle pour l'été !

Si, par leur action, les collègues de La Rochelle CDIS ont imposé le rétablissement de leurs JRTT ; si, dans quantité d'autres établissements dans toute la France, des réactions du même type parviennent à bloquer provisoirement les empiètements incessants des directions, faudrait-il donc que nos collègues se résignent à ces escarmouches isolées, répétées, à la longue épuisantes, en dehors de toute perspective d'ensemble unificatrice ? De plus en plus de camarades s'interrogent...

Notre Fédération doit proposer une action nationale forte sur des bases claires, c'est-à-dire sur les revendications qui montent des services, par exemple le retrait de la sécabilité, des semaines dites "faibles", des "lundis bleus" ?

Personne n'accepte ni ne comprend un tel état de fait, et aujourd'hui moins que jamais, alors que la privatisation de La Poste est à l'ordre du jour.

Notre fédération peut-elle rester plus longtemps l'arme au pied face au danger ? Douterait-on de la capacité des postiers à se rassembler dans l'action de masse pour peu qu'on leur en donne l'occasion ? La puissante grève nationale unitaire du 23 septembre dernier n'aurait-elle été qu'un événement anecdotique ? De même les grèves unitaires fortement suivies qui se sont succédées récemment dans les DOTC Auvergne, Centre, Lorraine ? Nous ne pouvons le croire...

Il faut absolument que notre fédération réagisse en coordonnant ces luttes, il en est encore temps. C'est le principal message que nous souhaitons mettre en débat dans toute la Fédération.

Si notre Fédération, si les Fédérations appelaient en effet dans l'unité tous les postiers à manifester en masse pour dire : « *Maintien du statut de La Poste ! Non à sa transformation en société anonyme ! Retrait du projet de loi !* », mots d'ordre centraux reliés à toutes les revendications particulières, alors nul doute que les postiers répondraient en masse, et ce en dépit des innombrables difficultés du moment.

Forts de cette conviction, nous demandons en conclusion que soit convoqué, de toute urgence, début juillet, sur une journée, à Montreuil, un Conseil National Fédéral extraordinaire, pour que nous puissions définir ensemble, syndicats départementaux et Fédération, les plans d'action revendicative et d'organisation sur des bases claires qu'exige de nous toute la situation présente.

Dans l'attente, recevez, cher-e-s camarades, nos amitiés syndicalistes les meilleures.

Patricia Bonneau, SD 16

Michel Montagut, SD 17

Martine Guézingar, pour le SD 79

Didier Ferron, SD 86